

Le melon en Guadeloupe : de la culture minière à la culture itinérante ?

Athanasia Koussoula-Bonneton

En Guadeloupe, dans le contexte d'un recul de l'économie de plantation et d'une politique de diversification des cultures, le melon destiné principalement à l'exportation occupait, en 1991, 320 hectares (0,7 % de la SAU de l'île) et procurait environ 50 millions de francs de recettes à l'exportation, ce qui le plaçait en troisième position dans les cultures d'exportations agricoles du département. L'introduction du melon d'exportation s'est donc faite dans une conjoncture locale favorable, l'initiative relevant du capital commercial de la France métropolitaine. Dans le sud-est de la Grande-Terre, le climat et les sols permettent une production de melons de contre-saison pour l'Europe. La qualité de ces fruits a permis l'approvisionnement régulier de la chaîne de distribution gérée par des firmes multinationales qui, elles-mêmes, en produisent : la récolte du melon en Europe s'étale en effet de mai à octobre, avec une pointe en juillet-août, le melon de contre-saison arrive en décembre et se maintient jusqu'en mai. Le melon étant un produit de haute valeur ajoutée, destiné à une clientèle ayant un certain pouvoir d'achat ainsi que des goûts et des habitudes de consommation bien définis, la quasi-totalité du volume exporté est acheminée quotidiennement vers la France métropolitaine grâce au réseau dense et régulier de liaisons aériennes qui fait préférer les départements

d'outre-mer à d'autres pays (Sénégal, Canaries, Côte-d'Ivoire) moins bien dotés à cet égard. Les méthodes d'intégration de la filière melon dans le tissu agricole local sont classiques : il s'agit soit de la mise en culture de terres louées par des sociétés multinationales qui produisent des melons et les vendent en circuit intégré, soit de contrats avec les exploitants locaux qui apportent la terre, la connaissance du milieu et s'engagent à commercialiser la totalité de leur production sous la marque de la société. Cette dernière apporte le savoir-faire en matière de technique culturale et la maîtrise du circuit de distribution. En l'espace de sept à huit ans, la culture du melon est devenue rentable car elle permet la distribution de salaires et la réalisation de marges bénéficiaires élevées. Toutefois, sur un territoire exigu, sans possibilité de rotation, cette culture intensive génère des problèmes phytosanitaires graves qui risquent de mettre en péril l'avenir de la production. L'importance des investissements incite les producteurs à appliquer des traitements phytosanitaires abusifs qui déséquilibrent les écosystèmes et favorisent finalement la pullulation des parasites. Les frais engagés pour la lutte contre les maladies sont de plus en plus élevés et les conséquences pour le milieu de plus en plus graves, si bien que la reproductibilité du système n'est plus assurée : la fertilité du sol devient insuffisante, l'équilibre des écosystèmes est rompu et la plus grande incertitude pèse sur les revenus et l'emploi propres au secteur. Comment protéger l'environnement tout en permettant à la culture du melon de se développer et de prospérer dans l'intérêt des agriculteurs et

de la société tout entière ? Ce sera l'objet de notre étude.

L'évolution des systèmes de production dans le sud-est de la Grande-Terre

La région du Moule et de Saint-François, située au sud-est de la Grande-Terre, où l'on cultive actuellement le melon, fut pendant longtemps un bassin consacré à la canne à sucre. Le secteur sucrier a évolué en fonction des politiques agricoles et économiques élaborées au niveau national [1]. En 1922, après la décision de contingerter les alcools, le rhum guadeloupéen a perdu une part importante de son marché et il a fallu introduire des cultures de substitution : café, banane, etc. Après la fin de la dernière guerre mondiale, la canne à sucre a pris un nouvel essor qui a duré une quinzaine d'années, avant de décliner à nouveau dès le milieu des années 60. La politique sociale du gouvernement français (protection sociale, salaires), par ses conséquences sur la structure des coûts, a bouleversé les structures foncières, économiques et sociales du secteur sucrier : l'augmentation des coûts a été plus rapide que les gains de productivité (tableau 1). Les surfaces occupées en canne à sucre ont diminué de 64 % entre 1972 et 1988 [2, 3] alors que la superficie des pâturages naturels progressait de 32,25 % durant la même période. En

A. Koussoula-Bonneton : université des Antilles et de la Guyane, UFR Sciences exactes et naturelles, département d'agronomie tropicale, 97159 Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, France.

Tableau 1

Évolution de la SAU et des cultures dans la région du sud-est de la Grande-Terre (Le Moule et Saint-François) durant les 20 dernières années (d'après Ministère de l'Agriculture [2], Ministère de l'Agriculture et de la Forêt [3], Fabri A. [4])

Cultures (ha)	1972-1973	1981-1982	1988-1989
Canne à sucre	8 168	3 209	2 928
Pâturages naturels	4 400	3 512	2 981
Cultures vivrières et maraîchères	780	702	814
Total	13 348	7 423	6 723

Changes in agricultural area and crops in the south east of Grande Terre over the past twenty years

revanche, les cultures vivrières et maraîchères ont augmenté de 4,3 %*. Face à cette évolution, les responsables locaux ont alors décidé de porter leur attention vers d'autres secteurs de l'économie, afin d'absorber le chômage consécutif à la fermeture des usines et de valoriser les terres retournées en friches. Un secteur touristique dynamique a vu le jour (golf, hôtellerie de luxe, etc.) pendant que la construction de logements individuels ou collectifs et le secteur commercial lié au tourisme se développaient. Les terres agricoles ainsi que les emplois attachés au secteur ont diminué régulièrement durant les vingt dernières années : 6 625 ha (49 % de la SAU) ont ainsi changé de vocation [2, 3].

Aujourd'hui, la production agricole repose toujours sur la canne à sucre (culture la plus importante en terme de surface, de valeur et d'emplois). Dans les petites exploitations agricoles, les systèmes de production sont de type ternaire (canne, élevage et maraîchage). La surface destinée au maraîchage ne dépasse généralement pas un hectare, consacré principalement à la tomate et au concombre. L'élevage joue un rôle bien particulier : il s'agit d'un élevage « traditionnel » où les animaux, attachés en bordure des champs, sont vendus chaque fois que l'agriculteur a des besoins occasionnels ou planifiés de trésorerie (l'agriculteur use de son maigre cheptel comme d'un « livret d'épargne » dans lequel

* Pour l'ensemble de l'agriculture, la baisse de la SAU entre 1981 et 1989 représente 10 723 ha (- 18,6 %).

il puise en cas d'urgence). Les dépenses liées à ce type d'élevage sont minimes (corde, seau d'eau, barre de fer pour le piquet). Depuis 1983-1984, la disponibilité en eau est à l'origine de l'essor des cultures maraîchères dans les exploitations du sud-est de la Grande-Terre dont la plupart ne dépassent pas 2 ha (tableau 2). Environ 87 % des exploitations avaient moins de 5 ha en 1989 et leur agrandissement paraît difficile en raison du prix élevé de la terre et du manque de moyens financiers des agriculteurs [4, 5]. Le manque de perspective du secteur agricole pousse les exploitants à lotir leurs terres et/ou à chercher un autre emploi. Dans ce contexte particulier, le melon semblait promis à un certain succès, en dépit d'exigences incontournables : parfaite maîtrise technique et une trésorerie de départ importante.

Méthodes et pratiques de l'intégration

Le melon est traditionnellement cultivé en association avec d'autres cultures maraîchères, ou en petites quantités comme culture intercalaire. L'Institut de la recherche agronomique (département d'amélioration des plantes) avait sélectionné antérieurement des variétés relativement rustiques, adaptées au milieu, mais qui n'ont pas été retenues par les multinationales [6]. En 1984, la culture du melon d'exportation variété Alpha (hybride de type Cantaloup cha-

Tableau 2

Évolution du nombre d'exploitations par classe de surface (d'après Fabri A. [4], INSEE [5])

Surface	1981	1989
< 2 ha	740	850
2 à 5 ha	810	820
5 à 10 ha	300	320
10 à 12 ha	40	20
Total	1 890	2 010

Number of farms according to land type through time

rentais) fut introduite en Guadeloupe avec des résultats satisfaisants.

L'impulsion avait été donnée par des producteurs du sud-est de la France, liés directement au réseau de distribution d'une société multinationale de commercialisation de fruits et légumes, dont le chiffre d'affaires, en 1989, était constitué à 40 % par la vente de melons français et à 20 % par celle de melons guadeloupéens. Des avantages fiscaux importants étant par ailleurs accordés aux entreprises qui s'installaient et investissaient dans les départements français d'outre-mer (loi de défiscalisation, dite loi Pons, de 1986) [7], d'autres sociétés en ont profité : la surface cultivée en melon est passée de 2,5 ha en 1984 à 322 ha en 1991 [18]. Actuellement, les deux principales sociétés multinationales et les agriculteurs qui leur sont associés cultivent 80 % du total des terres plantées en melon (l'une possède 160 ha exploités par quinze agriculteurs associés et l'autre 103 ha exploités par quatre associés) [9]. Le choix des « associés » tient compte de l'aptitude de l'agriculteur à assimiler les techniques de production spécifiques au melon d'exportation et aussi des terres et des capitaux dont il dispose. Les investissements à long terme (outils et machines agricoles), pour un hectare de culture de melon, s'élèvent en moyenne à 70 000 F, le total des charges fixes annuelles étant de l'ordre de 35 000 F, tandis que les charges variables atteignent 65 000 F [10] (tableau 3). Compte tenu de la conjoncture et des systèmes de production existants, les producteurs locaux ne

Summary

Musk melon production in Guadeloupe (French West Indies) and consequences to the environment

A. Koussoula-Bonneton

While local agriculture, faced with a declining economy, is trying to diversify its crops, multinational fruit-and-vegetable companies are coming to Guadeloupe in the French West Indies to exploit the out-of-season melon export potential. Conditions in Guadeloupe make this an advantageous proposition: the weather is suitable and the island has regular airline connections with Europe. This enables the companies to ensure an all-year-round supply of melons to the European market, improve their control over the distribution circuits and maintain their market share. The melon they have opted for is the Alpha variety (a hybrid of the Charentais cantaloup type) despite the fact it is less resistant in terms of climatic conditions and parasitic disease than the hybrid varieties selected by local research. In addition, their cultivation practices (crop protection, excessive fertilisation, absence of rotation, etc.) result in damage to the environment and upset the ecological balance (proliferation of cryptogamic diseases and pullulation of insects). In time, this is likely to have a negative effect on the renewal of natural resources, the survival of the export melon crop, and the very livelihoods of local farmers who rely on family-based market-gardening and stock-breeding. The question which arises is whether awareness of the situation and a concerted effort between the various protagonists are enough to prevent this from happening.

Cahiers Agricultures 1993 ; 2 : 415-21.

Tableau 3

Valeur des consommations intermédiaires dans la filière melon au sud-est de la Grande Terre (source : Syndicat des producteurs de melon)

Consommations intermédiaires	Montant en F/ha	Estimation totale filière en 1991 (millions de F)
Eau	1 500	0,50
Engrais et amendements	5 500	1,80
Semences	6 250	2,00
Produits de défense des végétaux	15 600	5,00
Emballages	950	0,30
Films plastiques	3 300	1,10
Carburants et lubrifiants	1 400	0,45
Autres fournitures et services extérieurs	5 000	1,60
Total	39 500	12,75

Variable costs in the musk melon sector in the south east of Grande Terre

sont pas en mesure d'investir des sommes aussi élevées pour une culture à risques : des champs entiers de melon peuvent en effet être anéantis du jour au lendemain après l'attaque non maîtrisée d'un agent pathogène. Les banques locales et les organismes de crédit ne financent pas la filière, dès lors exclusivement dépendante des sociétés multinationales : celles-ci financent à hauteur de 50 % l'achat de tous les approvisionnements et récupèrent leur avance sur la vente du produit final (contrat d'approvisionnement, prix et qualités fixés) [9]. Simultanément, elles se portent caution pour les crédits accordés par des établissements bancaires de France métropolitaine. Des techniciens métropolitains assurent l'introduction et la divulgation des nouvelles techniques culturales et veillent à la qualité et au rythme des interventions dans l'ensemble des exploitations. La récolte, triée et emballée dans les centres de conditionnement appartenant aux multinationales, doit répondre à des critères qualitatifs précis. Les fruits sont alors expédiés par voie aérienne à Rungis pour être ensuite acheminés vers les différents centres de distribution et points de vente. La production totale a crû quasi proportionnellement aux surfaces cultivées, sauf pour l'année 1991, où des problèmes phytosanitaires importants sont appa-

rus (tableau 4). Les quantités exportées, ramenées à l'hectare, ont diminué de 27 % entre 1990 et 1991, tandis que le coût de revient par hectare s'est accru de 10 000 F (10 %) durant la même période (tableau 5). Précédemment, le coût de revient avait déjà augmenté de 33 % en 1987 et 1988, consécutivement à l'apparition de thrips [9, 10]. La lutte contre ces ravageurs exige des traitements phytosanitaires nombreux et coûteux, ce qui grève le coût de revient et contribue à la diminution des marges bénéficiaires.

Les conséquences de l'intégration sur la production agricole, le prix de la terre, l'emploi et les revenus

La production agricole

La culture du melon suscite un intérêt particulier et pose de nombreuses questions. L'intégration verticale, les itinéraires techniques, l'importance des

Tableau 4

Évolution des surfaces et des volumes produits et exportés en melon (d'après Institut d'émission des départements d'outre-mer [7], Devaux J.C. [9])

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Surfaces (ha)	2,3	8	31	52,0	109	193	258	321
Rendements (t/ha)	20,9	15	15	17,9	15	15	15	12
Production totale	48,0	120	465	930,0	1 638	2 895	3 870	3 850
Production exportée	28,0	100	276	506,0	1 060	2 030	2 657	2 447
Écart production/exportation	20,0	20	189	424,0	578	865	1 213	1 403

Development of musk melon production, export and surfaces devoted to its cropping

Tableau 5

Évolution du coût de revient et du rendement exporté (d'après Devaux J.C. [9], chambre d'agriculture de la Guadeloupe [10])

	1984	1985	1986	1987 (thrips)	1988	1989 (aleurodes)	1990 (aleurodes)	1991
Rendement exporté (t/ha)	20,9	12,5	8,9	9,7	9,7	10,5	10,3	7,6
Coût de revient (F/ha)	50 000	50 000	55 000	60 000	80 000	80 000	100 000	110 000

Cost prices and exported yield

traitements chimiques et leur contribution à la création d'un milieu artificiel, la réussite économique, mais également les craintes d'un échec prochain lié à la prolifération des parasites et des insectes nuisibles la placent actuellement au centre des préoccupations de la communauté locale. Les surfaces occupées et le faible nombre d'agriculteurs concernés (25) paraissent dispo-

portionnés face au chiffre d'affaires (50 millions de F) et aux marges bénéficiaires réalisées. La comparaison avec d'autres productions du secteur est également significative (tableau 6). En 1990, la marge brute moyenne par hectare s'élevait à 90 000 F pour une marge nette comprise entre 30 000 et 75 000 F, selon que l'exploitant appartient ou non à un groupement [10].

Les agriculteurs associés aux multinationales ont généralement de meilleurs résultats, grâce aux économies d'échelle et à une plus grande maîtrise de la qualité et de la commercialisation. La part du melon dans la valeur agricole finale départementale des fruits et légumes est de l'ordre de 10 % et son importance dans les exportations guadeloupéennes le place en troisième position après la banane et le sucre, et avant le rhum qui, pour la première fois de son histoire, est passé, en 1991, en quatrième position.

Tableau 6

Montant de la marge brute et de la valeur ajoutée pour les principales productions maraîchères du sud-est de Grande-Terre (campagne 1987-1988) (d'après Devaux J.C. [9], chambre d'agriculture de la Guadeloupe [10])

Cultures	Marge brute en F/ha	Valeur ajoutée en F/ha
Canne à sucre	6 634	7 730
Tomate*	69 872	151 000
Concombre	43 151	52 700
Melon**	90 000	115 000

* Moyenne de tomates d'hivernage et de printemps.

** Année 1990.

Cross margin and added value of major market-garden productions in the south east of Grande Terre (1987-1988)

Le prix de la terre

La culture du melon d'exportation occupe surtout d'anciennes terres de pâturages naturels ; elle concerne en partie des agriculteurs non guadeloupéens, représentants des sociétés multinationales et leurs familles. La concurrence pour l'utilisation de l'espace est très forte et la terre constitue un objet de convoitise dans tous les secteurs de l'économie (industrie, tourisme, urbanisme, agriculture). Or, la demande en terre agricole devient pressante, puisque la culture du melon doit s'inscrire dans une rotation de trois à cinq ans afin d'éviter de graves problèmes phytosanitaires. La culture

Tableau 7

Évaluation des marges et salaires engendrés par la filière melon (1991)

Salaires et marges	Montant (en millions de F)
Salaires locaux*	14
Marge nette réalisée lors de la 1 ^{re} mise en marché	10
Marge réalisée lors de la 2 ^e mise en marché, conditionnement	6
Marge réalisée au stade de gros	7
Total filière	37

* Les salaires des personnels métropolitains ne sont pas connus.

Assessment of wages and margins derived from the musk melon sector (1991)

n'est bien adaptée que dans la région du Moule et de Saint-François : la Basse-Terre présente des incompatibilités de sol et de climat alors que c'est le manque d'irrigation qui empêche l'implantation du melon dans certains secteurs du nord de la Grande-Terre, région dont les sols semblent *a priori* convenir à ce type de culture. Toutes ces raisons ont provoqué une forte augmentation du prix des terres agricoles et du montant des fermages (baux annuels). Ceux-ci ont été multipliés par trois en raison de fortes tendances à la spéculation. Par ailleurs, en raison de la précarité du statut du fermage, il n'est pas envisagé d'investissements à moyen ou long terme même si certains d'entre eux sont parfois considérés comme indispensables (travaux de drainage).

L'emploi

Avant l'introduction du melon d'exportation dans les systèmes de production, les exploitations agricoles du secteur fonctionnaient avec la main-d'œuvre familiale et le recours à l'entraide. Actuellement, les besoins ponctuels de main-d'œuvre pour assurer la production se sont considérablement accrus : les exploitants recrutent une main-d'œuvre salariée, constituée en grande partie de femmes, de jeunes et d'immigrés. Cette main-d'œuvre

très souple, non syndiquée, non revendicative, travaille au jour le jour en fonction des besoins de l'exploitation. Une plantation d'un hectare nécessite environ 100 heures de travail et 250 heures de récolte : 700 personnes sont ainsi employées à la production et au conditionnement pendant six mois, en plus du personnel technique venant de France métropolitaine [7].

Les revenus directs et indirects

Dans une région où le chômage est très élevé (30 %), toute activité qui peut y remédier est considérée comme bienvenue. Ce pourrait être le cas de la culture du melon d'exportation, les revenus distribués localement ayant théoriquement un effet moteur sur les autres secteurs de l'économie. Mais il convient de distinguer deux sortes de revenus : les revenus qui sont réinvestis localement et les revenus dépensés en France métropolitaine, ou qui sont utilisés par les exploitants pour l'achat d'intrants importés. La valeur ajoutée de la filière s'élève à environ 37 millions de F (évaluation d'après les données d'enquêtes et les données de la douane) : 14 millions de F de salaires (locaux), 10 millions de F de revenus de la première mise en marché (60 % pour les agriculteurs associés et 40 % pour les multinationales),

6 millions de F de marges bénéficiaires de la deuxième mise en marché et 7 millions de F de marge bénéficiaire des grossistes (tableau 7). Les effets indirects de la filière melon sont relativement significatifs dans les sous-secteurs d'amont et d'aval. En amont, l'achat de fournitures et, plus spécialement, de produits phytosanitaires représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 8,5 millions de francs par campagne. En ce qui concerne les semences, le montant est de l'ordre de 2 millions de F et l'entreprise qui a l'exclusivité de leur importation a vu son chiffre d'affaires augmenter de 25 %. Les activités du sous-secteur d'aval ont également profité du développement de la filière : les compagnies aériennes surtout, qui connaissent une activité très lucrative grâce au transport de la production. A titre d'exemple, la compagnie Air France a réalisé un chiffre d'affaires de 12 millions de F durant la campagne de l'année 1991 [7]. Par ailleurs, les écarts de triage sont vendus localement par de petits intermédiaires, sur les marchés en plein air, en bordure des routes ou dans les grandes surfaces. Le volume écoulé est environ de 3 à 4 tonnes par hectare (1 000 à 1 200 tonnes au total pour un prix moyen au détail de 10 F/kg en 1990-1991).

Effets de l'exploitation minière du milieu sur l'équilibre des écosystèmes et sur la reproduction des systèmes de production

Écosystèmes

L'implantation d'une culture nouvelle conduite selon un mode intensif dans un milieu insulaire fermé ne se fait pas sans risques. Déjà, en 1986-1987, la culture de l'aubergine, conduite selon le même principe intensif, pour une commercialisation à contre-saison vers l'Europe, a pratiquement disparu à

cause de *Thrips palmi*, que la lutte chimique n'avait pu contrôler tout en détruisant ses prédateurs. Ce même insecte reste un ravageur important des cultures de melon et fait l'objet de nombreux traitements insecticides* plus ou moins efficaces. Sur le melon, *Thrips palmi* provoque des dégâts moins dommageables que sur l'aubergine, car le cycle du melon étant plus court, le développement des thrips reste limité. Mais d'autres insectes prolifèrent dans ce milieu, favorisés par l'absence de rotations. C'est le cas de *Lyriomiza sativae* (mouche mineuse), connue avant l'implantation de la culture du melon comme étant un ravageur épisodique des cultures de tomates, qui est devenue un des principaux ravageurs du melon. Pendant longtemps, les producteurs de melons ont utilisé des traitements insecticides massifs pour essayer, sans succès réel, de circonscrire les ravages de cet insecte, favorisant de la sorte les pullulations de l'aleurode *Bemisia tabaci*, qui n'entraînait autrefois aucun dommage sur les cultures car il était limité par une faune diversifiée d'auxiliaires prédateurs (punaises, pyrales, pucerons...). L'utilisation trop fréquente d'insecticides à large spectre pour lutter contre les thrips et *Lyriomiza* a détruit cette faune auxiliaire et favorisé, de ce fait, le développement des aleurodes particulièrement en avril-mai. *Bemisia tabaci* représente un risque potentiel supplémentaire car il peut transmettre des virus présents en Basse-Terre et dans les pays avoisinants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences sur la culture de la tomate, base du système maraîcher dans la région. Signalons aussi deux maladies fongiques importantes, le mildiou et l'oidium (*Pseudoperonospora cubensis* et *Erysiphe cichoracearum*), qui nécessitent des traitements fongicides réguliers et spécifiques [12, 13]. En 1991, le mildiou a détruit dix hectares de melon malgré les sept matières actives utilisées auparavant sur le champ.

Les effets sur la structure et la fertilité du sol

La culture intensive du melon n'a pas

* Les matières actives utilisées sont interdites aux cultures maraîchères (profenofos) et doivent être utilisées au moins 27 jours avant la récolte du melon.

seulement des répercussions sur les parasites et les ravageurs, elle a aussi un impact défavorable sur les sols agricoles de la région. En effet, l'agriculture industrielle ne prend guère en compte l'assise productive — sols et eaux — des écosystèmes ; pour elle, le sol n'est que le substrat physique de la production [14]. Les sols de la Grande-Terre sont des vertisols capables de se structurer ou de se « liquéfier » au rythme des saisons sèches et humides. Au cours des trente dernières années, ils ont été maltraités par les engins lourds utilisés pour la culture de la canne à sucre, mais ils avaient l'aptitude de se restructurer une fois secs. En ce qui concerne la culture du melon, les fortes irrigations (2 500 à 3 000 m³/ha) perturbent les effets de la saison sèche pendant laquelle les vertisols peuvent normalement se restructurer. L'irrigation et le manque de drainage provoquent l'élévation de la nappe phréatique, ce qui entraîne une asphyxie racinaire et, à plus long terme, une modification de la structure des argiles. La non-utilisation de charrues à soc et l'intervention répétée des différents engins agricoles provoquent un tassement du sol et l'obstruction de ses pores, donc une mauvaise circulation de l'air et de l'eau. La mauvaise exploitation des sols (absence de rotation, abondance de traitements chimiques et dénaturation du milieu) est à l'origine d'une baisse de la fertilité des sols et, par voie de conséquence, des rendements (tableau 5). Les enquêtes réalisées en 1986, à l'initiative de la station de nématologie de l'Inra-AG, ont montré la présence de nombreux nématodes à galles dans les sols melonniers [15]. Le risque de « fatigue du sol » est réel compte tenu des pratiques culturales (melon suivi par d'autres cucurbitacées) qui augmentent le taux d'infestation du sol.

Les effets sur la reproduction des systèmes de production

La culture intensive de l'aubergine et les traitements intempestifs qui lui furent appliqués sont à l'origine de la multiplication des thrips en Guadeloupe et en Martinique, multiplication qui a elle-même contribué à faire disparaître cette culture d'exportation. La culture du melon est actuellement

compromise par le développement de résistances aux traitements, la destruction des prédateurs auxiliaires, la pullulation de *Lyriomiza* et de *Bemisia*. Ce déséquilibre risque également d'affecter l'ensemble des cultures maraîchères de la région. En effet, les systèmes de production des petits agriculteurs intègrent des cultures maraîchères qui subissent une pression parasitaire comparable. Le voisinage des champs de melon infestés et la rupture de l'équilibre des écosystèmes leur font encourir des risques importants qui engendrent une augmentation du coût et une baisse de revenu. Leur sort est donc étroitement lié aux pratiques des sociétés multinationales. Avant l'introduction du melon d'exportation, la diversification des cultures était difficile (absence de projets, marché restreint, etc.). En termes de diversification, il n'existe toujours pas d'alternative sérieuse à la production du melon. Or, le départ des multinationales de la région du Moule et de Saint-François paraît inéluctable : les taux de profits sont en baisse à cause des coûts de la lutte anti-parasitaire, de la diminution des rendements et de la baisse de la qualité des fruits. Ces sociétés limitent l'immobilisation des capitaux (deux hangars de conditionnement et des engins agricoles achetés en commun avec les associés locaux) afin de restreindre les contraintes et quitter facilement le secteur quand les taux de profit baisseront. Dans ce contexte, les conditions de cessation d'activité et la recherche de nouvelles rentes ne leur posent pas de problème majeur. Des prospections à l'étranger (Brésil, Mexique) et des études de faisabilité ont d'ailleurs été effectuées afin de parer à un éventuel départ. Cependant, les départs de la région caraïbe présentent un certain nombre d'atouts et des pressions sont exercées sur les collectivités territoriales et sur l'opinion publique pour accéder aux terres du nord de la Grande-Terre, propices à la culture du melon et disposant depuis peu d'un système d'irrigation. Certaines organisations professionnelles s'opposent toutefois à l'installation des producteurs de melons dans cette région. Conjointement, les sociétés multinationales étudient les possibilités de s'installer à Marie-Galante et à Saint-Martin, îles faisant partie de l'archipel guadeloupéen, pour diversi-

fier l'origine de leur production et limiter les risques. Dans cette dernière hypothèse, les coûts de transport risquent d'être plus élevés à cause de l'éloignement de grands aéroports (en particulier pour Marie-Galante), mais ce manque à gagner serait compensé par le coût de production plus faible grâce aux rendements élevés (20 tonnes/ha) sur un milieu vierge de thrips et d'aleurodes. Par ailleurs, les sociétés multinationales cherchent à compenser le manque à gagner résultant des coûts élevés du transport aérien. Dans le cadre du Poseidom (programme spécial de la CEE concernant l'économie et l'agriculture des DOM) et de son article régissant les exportations de fruits et de légumes des départements d'outre-mer, elles sollicitent des subventions de l'ordre de 13 % de la valeur marchande (les subventions seront de l'ordre de 5 millions de F, si elles sont accordées à la totalité des exportations de melon). Cette nouvelle démarche tend à faire cautionner les méthodes d'exploitation intensive et les atteintes à l'équilibre des écosystèmes par les pouvoirs publics et faire payer à la collectivité les coûts additionnels consécutifs à la pullulation d'insectes nuisibles résultant des traitements phytosanitaires intensifs ■

La culture minière se réfère à l'exploitation minière dont le souci principal est l'extraction de la totalité du minerai. Par extension une culture est dite minière lorsque le mode d'exploitation est intensif et ne se préoccupe pas d'éventuelles conséquences néfastes sur le milieu. La culture itinérante : les conditions d'exploitation au sud-est de la Grande Terre devenant financièrement moins intéressantes à cause de problèmes phytosanitaires graves, les firmes détentrices d'un capital relativement mobile envisagent la délocalisation de la culture du melon vers d'autres régions (Caraïbe, Venezuela, Brésil, Mexique) qui présentent des opportunités de profit plus élevées.

Références

1. Bonneton-Koussoula A. *Contribution à l'économie sucrière en Guadeloupe*. Petit-Bourg : INRA Antilles-Guyane, 1981 ; 151 p.
2. Ministère de l'Agriculture. *RGA 1973*. Résultats provisoires : service central des enquêtes et études statistiques. Guadeloupe DOM, Paris, 1976 ; 9 : 146 p.
3. Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. *Recensement agricole : 1988-1989 : Prosper : Principaux résultats par commune et zone agricole. SCEES : Guadeloupe*. Paris : ministère de l'Agriculture et de la Forêt. 1989 ; *Agreste*, tabl. 104.
4. Fabri A. *Analyse régionale de l'agriculture guadeloupéenne*. Document UAG UFR Sciences exactes et naturelles, département d'Agronomie, 1992 ; 20 p.
5. INSEE. *Tableaux économiques régionaux*. Paris : INSEE, 1992 ; 120 p.
6. Anais G, Kaan F. La sélection de variétés de melon (*Cumulus melo* L.) pour la résistance aux maladies et l'aptitude au transport. *Agron Trop* 1978 ; 23 : 323-31.
7. Institut d'émission des départements d'outre-mer. Les DOM, l'Europe et la coopération régionale. *Rapport annuel, présentation générale*. Paris, 1991 ; 33-42.
8. Institut d'émission des départements d'outre-

Mer. Guadeloupe. *Bulletin trimestriel* 1992 ; 70 : 29 p.

9. Devaux JC. *La filière melon en Guadeloupe et en Martinique. Impacts techniques, économiques et phytosanitaires*. Mémoire de fin d'études UAG, Pointe-à-Pitre, 1991 ; 156 p.
10. Chambre d'agriculture de la Guadeloupe. *Référentiel technico-économique du département de la Guadeloupe*. Pointe-à-Pitre, 1992 : 83 p.
11. Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. *Bulletin de statistiques agricoles. Agreste* 1991 ; 3 : 4.
12. Cohen Y, Shamouga Y. Gross resistance to the systemic fungicides in metalaxyl resistant strains of *Phytophthora infestans* and *Pseudoperonospora cubensis*. *Plant Disease* 1984 ; 68 : 137-9.
13. Georgeopoulos SG, Grigoriu AC. Metalaxyl resistant strains of *Pseudoperonospora cubensis* in cucumber green houses of southern Greece. *Plant Disease* 1980 ; 35 : 35-9.
14. Bergeret A. Des systèmes écologiquement viables : les cultures associées. *Problèmes politiques et sociaux* 1978 ; 363 ; 20-1.
15. Messiaen Ch, Clairon M, Toribion A. Données classiques et récentes sur la fatigue et l'appauvrissement des sols maraîchers. *Bulletin technique d'information INRA-AG* 1986 ; 409-11 : 431-8.

Résumé

Dans un contexte local de recul de l'économie de plantation et de la recherche d'une diversification des cultures, des sociétés multinationales, spécialisées dans la commercialisation des fruits et légumes, saisissent l'occasion de s'installer aux Antilles pour produire du melon de contre-saison pour l'exportation. Cette occasion consiste à exploiter certaines rentes physiques et de situation (à savoir les conditions climatiques favorables et l'existence d'un réseau régulier de transport aérien) pour assurer la continuité de l'approvisionnement du marché européen en melon durant toute l'année, afin de maîtriser les circuits de distribution et de maintenir les parts de marchés. Ces entreprises retiennent la variété Alpha (hybride de type Cantaloup charentais) bien que moins résistante au regard

des conditions climatiques et des maladies parasitaires que les variétés hybrides sélectionnées localement par la recherche. Leurs pratiques culturales (fertilisation et traitements phytosanitaires excessifs, absence de rotation) conduisent à la surexploitation du milieu et à la rupture des équilibres écologiques (prolifération de maladies cryptogamiques et pullulation d'insectes). Ceci risque à terme d'être préjudiciable à la reproduction des ressources naturelles, à la survie de la culture du melon d'exportation et au maintien des agriculteurs locaux dans le cadre de leurs activités agricoles familiales (maraîchage et élevage). Pour éviter une telle situation, une prise de conscience et une action concertée entre les différents partenaires seront-elles suffisantes ?